

La suédoise prend toute la place

11 octobre 2014-11 mars 2015 : le gouvernement MR-N-VA-CD&V-VLD est aux affaires depuis cinq mois. Il occupe l'agenda politique quasiment à lui seul, déchaîne débats et controverses.

La suédoise, qualifiée de kamikaze lors des négociations post-électorales, n'en finit de faire parler d'elle. Depuis sa prestation de serment, il y a cinq mois, elle dicte l'agenda, déchaîne le débat, reléguant les entités régionales dans l'ombre...

1 Elle dicte l'agenda politique.

Depuis sa prestation de serment le 11 octobre 2014, la suédoise occupe l'agenda politique belgo-belge. Depuis son avènement, il n'y en a que pour elle : en novembre et décembre derniers, son programme de législation a généré des grèves tourmentées, une grève générale et une manifestation nationale ; janvier fut marqué par la reprise de la concertation sociale sur l'accord interprofessionnel et la formation des salaires ; ensuite, l'attentat de Paris contre « Charlie » puis l'intervention policière à Verviers ont déclenché une fébrile activité autour de la politique de sécurité ; enfin, la mise en œuvre du saut d'index en février, la réforme des prépensions en mars ont squatté, à leur tour, l'espace politico-médiatique.

« Ce gouvernement a "bénéficié" de l'actualité dramatique des attentats de Paris pour repolir une image très dégradée dans l'opinion francophone après les révélations sur Théo Francken et Jan Jambon relatives à l'immigration et à l'extrême droite. Lors de ses premières semaines d'existence, on s'est demandé ce que le MR allait faire dans cette ga-

lère. Puis la N-VA a multiplié ses efforts pour mieux se profiler à l'égard des francophones. Jan Jambon et Steven Van de Put ont réalisé de nombreuses visites aux casernes et aux policiers du sud du pays. Dans la foulée, les mesures antiterroristes portées par les nationalistes sont bien passées dans l'opinion. De "fachos", ils sont devenus des personnalités responsables, compétentes et en mesure de leur assurer une protection. Ce reprofilage de la N-VA a aidé le MR. Et ressoudé

l'équipe », analyse Dave Sinarde, politologue à l'université d'Anvers.

Le calendrier et l'agenda fédéraux dominant factuellement et dans les esprits. Politologue à l'ULB, Pascal Delwit ramasse : « Paradoxalement, et la sixième réforme de l'Etat n'y change rien, le fédéral reste le théâtre principal du "jeu politique". Ajoutez que cette coalition assume et prône des mesures très polarisantes, ce qui fixe l'attention naturellement. »

2 Elle déchaîne le débat politique.

C'est un trait fort depuis son lancement : le débat politique tourne quasi exclusivement autour de la suédoise. Le débat externe et interne, en l'occurrence. Externe ? Cela faisait une éternité qu'une coalition gouvernementale ne soulevait pas de telles controverses, par la force des choses : parce qu'elle est ancrée à droite comme on n'avait plus vu cela chez nous depuis les années quatre-vingt, au

siècle dernier ; parce qu'elle a évincé une famille socialiste au pouvoir depuis 26 ans ; parce qu'elle intègre la N-VA, parti nationaliste-séparatiste dominant au nord ; parce qu'elle

voit un seul parti émanant du sud du pays prendre part à la majorité fédérale, le MR, occupant le Seize, représentant une minorité de parlementaires dans le camp francophone... Tous les ingrédients d'un débat explosif étaient réunis d'emblée et, de

fait, si le gouvernement s'est imposé rue de la Loi, les discussions et controverses ne retombent pas, avec les organisations syndicales, avec l'opposition parlementaire, avec les représentants du gouvernement wallon également, cela après le

sort fait au Thalys ou encore l'impact du saut d'index, comme des prépensions.

Voilà pour le débat externe. « Mais ce qui frappe aussi, c'est qu'en plus de la polarisation par rapport aux syndicats, à l'opposition, à une partie de la société civile, les débats ont lieu au sein même de la majorité, dans le rôle linguistique néerlandais », souligne Pascal Delwit... Rapport au débat interne, intra-majoritaire, qui n'est pas moins vif, et occupe lui aussi une place de choix dans l'actualité politique.

3 Les entités régionales discrètes à côté, ou sur la défensive. Les gouvernements régionaux (lire ci-dessous) se montrent, eux, relativement dis-

crets. En tout cas : ils ne dictent pas l'agenda et ne sont pas les protagonistes du débat politique dominant. Pascal Delwit : « Cela tient notamment au fait que ni la Wallonie, ni Bruxelles, ni la Fédération Wallonie-Bruxelles, ni même la Flandre n'ont les moyens budgétaires pour engager de grands nouveaux projets

pour les deux années qui viennent, jusqu'en 2017 explique-t-on. » Quoi qu'il en soit, pour ce qui concerne le sud du pays, c'est là encore la « polarisation » avec la suédoise qui « fait l'actu » : la suspension, par le fédéral, du Thalys wallon, la sollicitation des Régions pour la mise en œuvre d'une réforme des prépensions qui n'est pas leur choix, etc. « Le fédéral donne le ton. Et, lorsqu'il prend des mesures qui risquent de pénaliser les entités fédérées, celles-ci contre-attaquent. C'est le cas au gouvernement wallon. Le sentiment alors : c'est comme si c'était pour lui la seule manière d'exister. Il faut reconnaître que la presse s'intéresse aussi essentiellement aux sujets conflictuels. Et s'ils éclatent dans la majorité, c'est encore mieux », souligne Dave Sinarde. En notant ce paradoxe : « Nombre de compétences se sont déplacées, avec la sixième réforme de l'Etat, vers les entités fédérées. Manifestement, les caméras n'ont pas suivi. Et, quoi qu'on en dise, le strip-tease de l'Etat fédéral est loin d'être intégral. Il conserve des matières aussi cardinales que la fiscalité, la Justice ou la police. » De quoi projeter la suédoise à l'avant-scène du théâtre politique. Et faire couler beaucoup d'encre. ■

DAVID COPPI

DIRK VANOVERBEKE

MANIFESTATION

Le 6 novembre 2014, plus de 100.000 personnes défilent à Bruxelles contre la politique gouvernementale, à l'appel du front commun syndical.

SÉCURITÉ

Mi-janvier, après Charlie, le gouvernement adopte son plan sécurité. Des militaires protégeront certains points stratégiques. On ne parle que de ça.

INDEX

Fin février, le gouvernement fédéral adopte le saut d'index. Tollé ! Il ne s'appliquera pas aux loyers. Controverse !

PRÉPENSIONS

Il y a deux jours, le gouvernement modifie l'accord sur les prépensions intervenu entre partenaires sociaux. Les syndicats se cabrent.

ÉTAT DES LIEUX DANS LES ENTITÉS FÉDÉRÉES**Wallonie : à deux, c'est plus simple et plus discret**

Très discret, le gouvernement wallon ? Oui si on compare l'actuelle équipe à la précédente, le défunt Olivier (PS-CDH-Ecolo, 2009-2014) où les trois partenaires s'étrépaient à la moindre occasion, troquant une décision contre une autre, sabotant parfois le travail du voisin. L'exécutif PS-CDH joue la sérénité, elle la revendique même. Faut-il s'en plaindre ?

Les mauvais esprits diront qu'avec Paul Magnette et Maxime Prévot qui s'occupent aussi (d'abord ?) de leur ville, les risques de clash sont limités. Pas faux ! Mais objectivement, le nouvel exécutif n'a pas traîné en chemin : plan Marshall 4.0, économies budgétaires douloureuses mais nécessaires, réforme intégrale des primes énergie et logement, sélection des projets bénéficiaires d'aides européennes...

E.D.

Bruxelles : à son rythme

Si le Fédéral attire à lui la lumière, le gouvernement bruxellois n'en est pas pour autant inactif. Mais comme le dit l'adage journalistique, un train qui arrive à l'heure ne constitue pas une information. La majorité gouvernementale travaille semble-t-il en parfaite harmonie, se félicite d'être la seule Région à avoir un budget à l'équilibre sous la houlette de Guy Vanhengel (Open VLD), et si tensions il y a, elles s'expriment seulement depuis l'opposition, comme il se doit. En réalité, les médias régionaux (et la section bruxelloise de ce journal) se sont davantage intéressés ces derniers temps au plan taxi de Pascal Smet (S.PA), au plan propreté de Fadila Laanan (PS), à la fusion des sociétés de logements sociaux par Céline Fremault (CDH) ou, ce jour, à la réforme de l'aide économique aux entreprises de Didier Gosuin (FDF) qu'aux anicroches entre N-VA et CD&V au gouvernement fédéral...

P.V.

Fédération : l'enseignement et puis c'est presque tout

Quand le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles partageait son ministre-président (Demotte) et quelques poids lourds (Marcourt, Antoine et Nollet) avec celui de la Wallonie, il bénéficiait en quelque sorte de l'exposition médiatique du voisin namurois. Pour le meilleur et pour le pire avec les tiraillements inhérents à un mariage politique à trois. Depuis l'été dernier, Rudy Demotte s'est effacé derrière Paul Magnette. Pour le reste, à l'exception de Joëlle Milquet, omniprésente avec l'enseignement et la culture, c'est le calme plat. On met ici le lecteur au défi d'aligner les noms de tous les ministres de ce gouvernement fantôme. On identifie ainsi une ministre de la Jeunesse (Isabelle Simonis) et un ministre de l'Aide à la Jeunesse (Rachid Madrane). Qu'est-ce qu'on dit, les jeunes ?

E.D.

Flandre : en mode suédois

Le gouvernement de Geert Bourgeois, composé des mêmes partis - le MR mis à part - qu'à l'échelon fédéral, reproduit les mêmes conflits internes entre CD&V et N-VA. Sur l'indexation des loyers par exemple. Ou sur des dossiers englués dans les procédures de recours depuis des années, comme l'Oosterweel, le chaînon manquant du bouclage du ring d'Anvers ou UPlace, le pharaonique projet de complexe commercial. Des dossiers controversés qui mettent d'autant plus en vedette la coalition qu'à la rare exception du parti écologiste Groen, l'opposition est assez inaudible. En attendant un contrôle budgétaire qui s'annonce très périlleux, l'équipe de Geert Bourgeois, après celle de Charles Michel, occupe l'avant-scène médiatique. Faute d'opposants extérieurs et sous les feux de la rampe grâce à ses dissensions internes.

D.V.